



SOMMAIRE



# Cahier Revendicatif

## - 27 Janvier 2011 -

Après consultation des personnels des différents métiers du GRETA travaillant sur différentes académies, et considérant les repères revendicatifs de la CGT, le collectif national CGT des personnels GRETA a rédigé un cahier revendicatif pour faire avancer différentes revendications – partout où cela est possible sur les lieux de travail - en lien avec le Service Public d'Education et de Formation. Ces revendications ont deux exigences fortes : une reconnaissance de l'ensemble des métiers de la formation continue des GRETA et le non désengagement financier de l'Etat sur son obligation d'Education Permanente conformément à la Constitution et au Code de l'Education Nationale ( Acté par le collectif national GRETA CGT le 27 Janvier 2011 suite tract et « 4 pages » 2010)

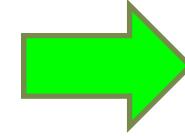
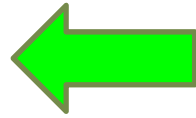


# Sommaire



- GRETA ?
- Que se passe-t-il ?
- Que voulons nous?
- Que ne voulons-nous pas?
- Qu'allons nous faire?
- Rappel : quelques chiffres du réseau GRETA

# GRETA ?



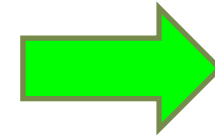
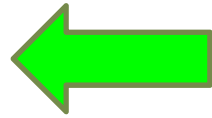
Qu'est ce qu'un GRETA ?

- **GR**oupement  
d'**ETA**blissement
- Depuis 1972
- Le **GRETA** n'a pas de  
personnalité **Morale**  
**/Juridique** (il est adossé au  
fonctionnement d'un **EPLE**).
- Si les Gréta ont été mis en  
place c'est pour répondre à  
une obligation d'éducation  
permanente inscrite dans le  
**Code de l'Education**  
**Nationale** et dans la  
**Constitution**.
- Les personnels des **GRETA**  
relèvent du service public  
administratif du **Ministère de**  
**l'Education Nationale**

Son rôle

- **Outil Public de haute utilité  
sociale qui sécurise les  
parcours face aux mutations  
économiques et sociales**
- **Lutte contre l'exclusion**  
par une garantie d'un accès  
pour tous à l'**Orientation** et la  
**Formation Continue** et cela  
quelque soit la réalité du tissu  
économique
- **Diplômes, Qualification,  
Certifications pour les jeunes ,  
les adultes demandeurs  
d'emplois et les salariés**  
(notamment les **TPE**)

SOMMAIRE



- Aussi, qu'est ce que le réseau des GRETA ?
  - Obligation de service public inscrite dans la loi !
  - Sur tout le territoire
  - Au plus proche des besoins des citoyens
  - Au plus proche des besoins sociaux et économiques des territoires



SOMMAIRE

# ← Que se passe-t-il ? →

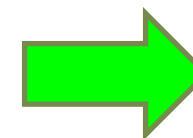
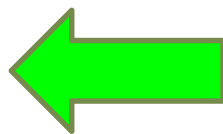
Vers un Désengagement total de l'état

- Restructuration/Mutualisation/Economie d'échelle. Nbre de Gréta 1998 – 317 Aujourd'hui 220
- Suppression massive de postes gagés.
- **Rapport en 2006.** Solution retenue / préconisée : (i) le **GIP** car plus « simple » mais d'autres pistes ont été évoquées (EPA / EPL) et (ii) « rapprocher » **le GRETA de l'AFPA.**
- **Projet de loi en 2011:** Loi Warsmann ,  
une loi balai . Au prétexte d'harmonisation des GIP , suppression d'un article du code de l'Education Nationale. La transformation en GIP de tous les GRETA est facilitée. Mais la LOI ne s'arrête pas là: législation sur l'hypothétique/ et non existant GIP –GRETA lui-même , comme sur le sort des contrats des personnels. Cette « loi balai » laisse planer un doute sur le transfert et la nature des contrats (privé ou public).

SOMMAIRE

- 
- 
- **Parallèlement à la LOI WARSMANN, un Groupe de travail a été initié par le Ministère de l'Education Nationale . Ce Groupe de travail pointe l'obligation d'une évolution du réseau des GRETA et y ajoute l'impérieuse nécessité de faire évoluer le statut des CFC. Pour définitivement « moderniser » le GRETA . **Différents points :****
  - **Alors que c'est un outil public,** le GRETA gêne – en la faussant - la libre concurrence, aussi les CFC eux même pourraient être payés sur fonds propres du GRETA. C'est ce qu'on nous dit suite à une question très ciblée lors de l'entrevue au Ministère (Fin 2010)
  - **Les personnels coûtent trop chers.** Sans état des Lieux exhaustifs sur les personnels. Sans comparaison sérieuse. On allongerait leur temps de travail. Jamais les personnels n'ont été invités à ce groupe de travail.
  - **Le problème de gouvernance est ramené à la nature non juridique du GRETA;** à aucun moment n'est dit que le Ministère de l'Education Nationale, le Rectorat et la DAFCO, laissent aux proviseurs la possibilité de commettre de nombreux abus de droits! En quoi des GIP-GRETA régleraient ce problème?!

SOMMAIRE



## En Arrière Plan:

- Volonté politique de détruire les **services publics de l'Education et de la Formation ( AFPA, GRETA, CNED, CNAM...)**
  - Pour favoriser **le privé** avec des missions centrées sur la rentabilité financière et non sur les besoins de la population, et des territoires. C'est la **Fédération de la Formation Professionnelle** qui a lancé l'attaque sur le Code de l'Education Nationale . La FFP c'est un des bras musclés du MEDEF. Le Gouvernement suit.
- **Lors de notre entrevue au ministère , où on nous a présenté l'analyse et les points ci-dessus, on relève la mise en place d'un : Audit de Viabilité en vue d'une Restructuration du réseau des GRETA, précédées d'Assises Régionales - tout cela Sans présence des organisations syndicales. Cette marche forcée gouvernementale peut voir la disparition de 120 GRETA sur les 220 comptabilisés. En sachant que les fusions ont déjà eu lieu dans différentes régions. Et certains GRETA en profite pour déroger au temps de travail des formateurs, à une revue à la baisse des salaires ou des quotités de service etc**

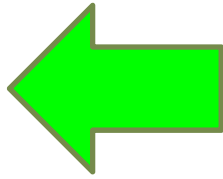
SOMMAIRE

## Que **voulons** nous?

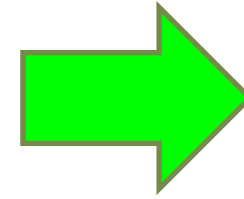
- *Un vrai Service Public de l'Education et de la Formation à la hauteur des besoins* (en articulation nationale, régionale et locale) de l'information, de la formation et de l'orientation tout le long de la vie
- La mise en place d'un réel Service public de la Formation:
  - **Une prise en compte des besoins des citoyens et des territoires. Une Mobilisation des Régions sur ce dossier.**
  - **Reconnaissance effective des GRETA comme un outil de l'Education Nationale: Reconnaissance forte de la formation continue avec des moyens réels.**
- a) **Investissement et pilotage fort de l'ETAT**
- b) **La reconnaissance – il serait temps - de l'ensemble des métiers de la formation continue par le Ministère de l'Education Nationale :CFC, Coordonnateurs, Formateurs, Administratifs, Techniciens , Chargé de relations entreprise etc. La permanence évidente de ces fonctions professionnelles! (Tract Sept 2010, 4 pages Déc. 2010)**

SOMMAIRE





## **CELA pour obtenir LA :**



- **Suppression de la précarisation des emplois : Temps partiels choisis et non subis**
- **Titularisation, pérennisation sur poste et sans perte de salaires**
- **Arrêt immédiat des abus de Droits dès que ceux-ci sont signalés au Rectorat et au Ministère**
- **Instances Représentatives du Personnel: Respect des fonctions et des instances.**
- **Présence des organisations syndicales dans les différentes instances consultatives et ou décisionnelles de l'activité des GRETA, des groupes de travail ou assises.**

**SOMMAIRE**

# Que **ne** voulons-nous **pas**?

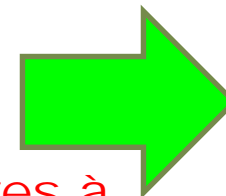
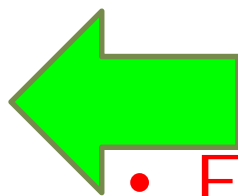
- ❑ Si restructuration – mutualisation – : Zones d'ombres dans les transferts financiers; il faut une transparence des fonds de roulement/réserves et FAM. ARGENT PUBLIC
- ❑ Dénaturation des missions des Conseillers en Formation Continue. ITRF? IMPERATIF: Eviter le désengagement total FINANCIER de l'ETAT, et donc pas de rémunération des CFC sur fonds propres
- ❑ Suppressions des postes gagés.
- ❑ La caution des autorités compétentes par leur non réaction des zones de non-droit dans les pratiques de certains GRETA. Pression sur les personnels surtout non-titulaires.
- ❑ Et bien sûr, la destruction des forces vives de l'Education Nationale que nous vivons depuis des années avec une accélération récente !

SOMMAIRE

# ← Qu'allons nous **Faire**? →

- **Ce que nous avons déjà fait:** Tracts , 4 pages qui ont informés sur nos repères revendicatifs ici consolidés, création d'un collectif national des personnels CGT GRETA, information de l'ensemble des présidents de Région et des comités Région CGT, rencontre de l'ARF, création d'un logo CGT EDUC'ACTION GRETA, création d'une lettre d'information nationale
- **Inform** régulièrement nos collègues
- **Rencontrer** les autres Organisations Syndicales et autres associations comme l'ANACFOC , les élus régionaux et représentants de l'état
- **Organiser une plateforme revendicative**
- **S'appuyer sur le réseau départemental de la CGT EDUC'ACTION, les comités régionaux CGT**

SOMMAIRE



- **Etre attentif** aux évolutions législatives à venir (pour exemple Loi Warsman et GIP mais d'autres possibilités), Suivront comme évoqué en Septembre 2010, de possibles décrets d'application et circulaires. Une mixité des services FI/FC au nom de la seule et unique sacro- sainte économie budgétaire?
- **Lutter sur le plan Fédéral et Confédéral**, car ce sont toutes les branches professionnelles qui sont touchées par la **destruction du concept de la Formation Tout au Long de la Vie ouvert à tous**
- **RAPPEL Intervention de la CGT EDUC'ACTION:** Le CA de l'établissement support est l'organe décisionnel, le CIE est consultatif mais obligatoire; Actions possibles au niveau du CIE/CA et DAFCO/Recteur ainsi qu'au niveau d'instances comme la Région avec les comités régionaux CGT

SOMMAIRE



**SOMMAIRE**



## Rappel : quelques chiffres du réseau GRETA

- Nbre de Stagiaires (MEN DEPP – 2009)

Chiffres provisoires: 478 000 Stagiaires ; 51 Millions Heures Stagiaires; 48% des Heures Stagiaires sont financées par les Régions , pour un volume financier de 35 % selon les Chiffres du ministère de 2007; Volume financier , une progression de 5% Par rapport à 2007 et encore + 3% en 2009 par rapport à 2008

Les Stagiaires ( MEN-DEPP 2007) : 27,1% ont moins de 25 ans ; 24% ont plus de 45 ans ; 57% ont un niveau V ou infra ; 93% sont des OS, manoeuvres, ouvriers, employés ; 52% du public est demandeur d'emploi ou sans activité

La Certification (MEN-DEPP 2007) : Une moyenne autour de 80% de réussite pour les formations de niveau V à IV et autour de 65% pour les BTS